



VOS QUESTIONS SUR LA GESTION DE L'AFP

Le grand accord va-t-il résoudre les problèmes financiers de l'AFP ?

NON. Selon les calculs de la direction (sur lesquels nous émettons des doutes), le nouvel accord permettrait d'économiser un peu plus de 600.000 euros par an. Soit 0,3% de la masse salariale de l'AFP qui est de 180 millions d'euros par an. Ou 0,8% des dettes de l'Agence, qui se montent à plus de 70 millions d'euros.

Rappelons que la masse salariale des salariés de statut siège a déjà baissé (-0,8% en 2015) en raison de la transformation de postes sièges en postes locaux et du non remplacement d'une partie des départs.

On pourrait arriver à la même économie de 600.000 euros annuels en supprimant trois postes de directeurs. La direction, toujours prompte à réclamer économies et sacrifices chez les salariés, n'a pas annoncé le moindre plan d'économie la concernant. Elle refuse toujours mordicus de communiquer la moindre information sur ses rémunérations et son train de vie.

Les salaires vont-ils baisser ?

Sur la fiche de paie, les salaires restent les mêmes. Baisser nominalement les salaires serait de toute façon contraire à la loi.

Mais le taux horaire des salaires va baisser, puisque l'on travaillera plus pour le même prix.

Par exemple, les journalistes des desks travailleront 44 jours de plus par an pour le même salaire, soit une baisse de 16,66%. Pour les journalistes de production qui passeraient de 35 à 39h par semaine, cela représente 34 jours travaillés supplémentaires par an. Sans la moindre compensation.

En revanche, les salaires de membres de la direction pourraient augmenter. En effet ils ont une

(...)

part de rémunération variable calculée sur la réalisation d'objectifs, tels que la « maîtrise » des dépenses de l'Agence. En clair, en diminuant nos salaires et nos avantages sociaux, ils augmentent leurs salaires.

De plus, les plans de carrière des salariés sont maintenus mais revus à la baisse par différentes mesures.

L'AFP est-elle bien gérée ?

On peut en douter. La situation financière périlleuse de l'AFP est due à des investissements mal maîtrisés (Iris et la rénovation du siège) mais aussi à des gabegies de la direction : rénovation du 7^e étage du siège pour 2 millions d'euros ; affaire des photos volées d'Haïti : au moins 1,2 million de dollars ; valse des directeurs sous Hoog : environ 2 millions d'euros d'indemnités de départ ; multiplication des procès de salariés : plusieurs centaines de milliers d'euros chaque année perdus en justice par l'Agence ; lancement de projets aventureux (Citizenside, Infoplum, etc...) qui ont coûté des millions d'euros ; distribution de contrats à des consultants : plusieurs centaines de milliers d'euros par an. Et la liste n'est malheureusement pas exhaustive.

Ces chiffres sont à mettre en rapport avec la petite économie de 600.000 euros réalisée avec les nouveaux accords d'entreprises qui dégradent les conditions de travail de tous les salariés.

L'AFP peut-elle être gérée comme une entreprise privée normale ?

NON, et c'est là le point crucial. L'activité d'agence de presse internationale d'informations générales n'est structurellement pas rentable. Ni Reuters ni AP ne sont rentables. Hors quelques années exceptionnelles, l'AFP n'a jamais dégagé de bénéfices.

Demander à l'AFP de fonctionner comme une entreprise privée normale qui investit et se développe grâce à ses bénéfices est donc dénué de sens. Le problème de fond qui se pose est le financement à long terme de l'AFP. Le système actuel de financement ne permet pas à l'AFP de se développer, ni même de se maintenir à flot en terme d'investissements, ni de fonctionner normalement pour la couverture de l'information internationale.

CGT toutes catégories,

Paris, le 9 janvier 2017